

*Impôt sur le revenu*

de tout le travail qu'il a fait pour les anciens combattants. J'espère que vous pourrez faire quelque chose pour nous. J'aimerais beaucoup que vous me teniez au courant.

J'ai reçu une autre lettre de M. Howard S. Brown adressé au ministre du Revenu national (M. Guay). M. Brown est un travailleur indépendant dans le domaine de la construction. Il a rempli sa déclaration d'impôt en mars ou avril dernier et il devait un peu plus de \$1,300 en impôt sur le revenu pour l'année 1976. Il a été terrassé par une grave crise cardiaque en mai ou juin dernier. Pour le moment, son revenu total s'élève à \$492.34 par mois, soit \$347.88 de pension d'invalidité en qualité d'ancien combattant, et \$144.46 d'allocation d'ancien combattant. C'est là son revenu total. Il a payé honnêtement tout ce qu'il pouvait, c'est-à-dire \$40 par mois, pour rembourser l'impôt pour 1976. J'ai appris il y a un jour ou deux que le ministère du Revenu national a hypothéqué sa maison pour les \$1,365 d'impôt qu'il lui doit. On n'accorde aucun fond supplémentaire, aucune augmentation aux anciens combattants invalides, mais on donne 1 milliard 200 millions de dollars aux sociétés et on peut hypothéquer la maison d'un ancien combattant.

La pension d'invalidité et l'allocation d'ancien combattant de M. Brown lui procurent un revenu de moins de \$500 par mois. Il n'est pas assez âgé pour toucher la pension de vieillesse et il ne pourra jamais plus travailler. Le gouvernement n'augmentera pas sa pension, et il a hypothéqué sa maison. Le gouvernement a le culot de s'attendre que ceux qui ont le moindre cœur et la moindre considération pour ces gens-là votent pour un bill qui prévoit d'accorder 1 milliard 200 millions de dollars aux sociétés!

Le chômage coûte cher à notre pays. Les données varient, mais elles se situent entre 7 et 10 milliards de dollars par an, au taux de chômage actuel. Quatre milliards ou plus en versements provenant de la caisse d'assurance-chômage et un milliard ou plus en prestations d'assistance sociale supplémentaires découlant du chômage. Est-ce que cela représente un manque à gagner en recettes fiscales de 1, 2 ou 3 milliards de dollars pour tous les niveaux de gouvernement? Le Parlement devrait certainement prendre des mesures pour dépenser autant ou presque autant que ce que le chômage nous coûte ou au moins la moitié. Si on ne le fait pas pour le bien de la population et du pays, et qu'on ne se place que d'un point de vue basement vénal, ce serait un moyen de renflouer les caisses des gouvernements, tout en redonnant de l'emploi aux travailleurs.

Certaines mesures ont déjà été proposées dans ce sens par le Nouveau parti démocratique, mais je pense qu'elles sont insuffisantes. Pour créer rapidement 300,000 à 350,000 emplois, il faudrait une dépense de 2,450 millions de dollars. Avec 400 millions de dollars dans un programme tripartite de travaux d'équipement, on obtiendrait d'après les statistiques 60,000 emplois. Les municipalités en auraient grand besoin actuellement. Et nos villes également. Il y a toutes sortes de besoins qui se font sentir et dans de multiples domaines. En fait, les 400 millions de dollars proposés par mon parti dans le cadre d'un programme de travaux d'équipement fédéral-provincial-municipal, s'il est directement financé par le trésor fédéral, devraient être complétés d'une caisse de 2 ou 3 milliards de dollars qui accorderait aux municipalités des prêts bon marché, dont l'intérêt ne dépasserait pas le taux bancaire. Les

déficits encourus sur le prix d'intérêt seraient amortis par tout le pays.

C'est ce qu'on appelle partager, coopérer, travailler ensemble. Et les municipalités savent ce qu'il faut faire. Elles s'y entendent pour faire travailler les gens. Elles peuvent faire construire des postes de police, des casernes de pompier et des parcs. Elles peuvent élargir les rues et moderniser les égouts et les canalisations d'eau. Il y a toutes sortes de choses à faire. Elles ont aussi leur réseau de circulation à améliorer et la plupart de ces travaux demandent une main-d'œuvre importante, et répondent à des besoins légitimes de nos agglomérations. Au moins, cela ne serait pas de l'argent perdu. Non seulement on améliorerait ainsi le bien-être des gens, mais on solidifierait les avoies de la nation en général. Ça, c'est de l'argent bien dépensé.

Mon parti propose que l'on double les réductions d'impôt proposées par le gouvernement, ce qui représenterait 1.5 milliard de dollars de plus dans les goussets des personnes à revenu faible et moyen. On pourrait le proposer sous forme de dégrèvements. Les personnes ayant des revenus de \$20,000 et plus n'y auraient pas droit, et il serait possible ensuite d'établir une échelle progressive, en accordant au plus faible revenu un dégrèvement de \$400. Ceux dont le revenu serait insuffisant pour payer un impôt de \$400 toucheraient un chèque au lieu d'obtenir un crédit d'impôt. De la sorte, nous mettrions dans les goussets des économiquement faibles de notre population 1.5 milliard de dollars; donc ce secteur de la population dépenserait cet argent.

Nous proposons que 500 millions de dollars soient immédiatement affectés à la construction de maisons et au transport urbain. Pendant la campagne électorale de 1974, le gouvernement a promis par écrit d'affecter 290 millions au transport urbain. Il en annonce maintenant 230 millions qu'il ira chercher dans d'autres secteurs. Les besoins au chapitre du transport urbain au Canada sont de l'ordre de 2 à 3 milliard de dollars. Même les 500 millions que nous proposons ne sont qu'une amorce.

● (1732)

On a proposé une aide de 50 millions pour la création d'emplois dans les petites entreprises. L'examen du programme appliqué au Manitoba il y a peu de temps pour la création d'emplois permanents dans les petites entreprises révèle en toute objectivité et en toute justice que les subventions ont été suffisantes pour créer 1,300 emplois en peu de temps. Cela signifie 20,000 emplois par rapport à l'ensemble du pays. Nous estimons que la réduction d'impôt que nous proposons au profit des contribuables à faibles ou à revenus moyens entraînerait la création d'au moins 100,000 à 200,000 emplois résultant de la consommation accrue et 70,000 emplois de plus comme résultat de notre proposition relative à la construction de maisons et au transport urbain. Voilà pour le court terme. Nous pourrions présenter d'autres propositions et quant au long terme, il y aurait beaucoup à faire.

Examinons les choses qu'il conviendrait de faire à courte et à longue échéance. Certaines seraient peu coûteuses et d'autres ne coûteraient rien. D'autres seraient fort coûteuses. S'il fut jamais un temps, comme l'a signalé le député de Comox-Alberni, où les Canadiens doivent relever le défi, c'est bien en ce moment. Nous l'avons fait en temps de guerre. Au lieu d'agir à l'instar de Herbert Hoover et de dénigrer les pessimis-